

Le FN en quête d'alliés pour les législatives

En évoquant une « *alliance patriote et républicaine* » dimanche soir, Marine Le Pen entend refonder profondément le parti frontiste pour élargir son assise électorale

« **L'**élection présidentielle, elle est perdue depuis le 23 avril. Quand on n'arrive pas en tête le soir du premier tour... », dit-on dans les arcanes du parti frontiste dont la candidate, Marine Le Pen, n'a pas réussi son pari.

Pourtant, la demande d'une droite extrême est bien présente: en attestent les quelque 11 millions de voix enregistrées au soir du second tour. Insuffisant cependant. Il faut donc pour la candidate FN et son équipe de campagne, tirer les enseignements de cet échec.

Des alliances de partis

En annonçant dès dimanche soir, la refondation de son parti vers une « *alliance patriote et républicaine* », Marine Le Pen entend donc s'adresser à un plus large spectre électoral, au premier rang duquel la « *droite de Robert Menard* », comme le confiait l'historien Nicolas Lebourg hier à nos confrères de *Libération*. En substance la droite forte,



Les QG de campagne du Front national se sont rapidement vidés dimanche soir, après l'annonce des résultats. (Photo Frank Muller)

proche de Sarkozy sur les questions sécuritaires; la droite « réac » de Zemmour et de Buisson. Le vote ouvrier et contestataire lui semble acquis (même si Jean-Luc Mélenchon s'est immiscé dans ce décor), c'est donc le « réservoir » de voix le plus important que la candidate doit à présent « séduire ».

La première étape revient donc à « *créer les conditions d'accueillir dans notre famille politique celles et ceux qui se sont ralliés à nous au second tour à la candidate du Front national* », confie David Rachline, directeur de campagne de Marine Le Pen. Cette nouvelle force politique « *prendra acte des alliances que nous sommes*

en train de formaliser, poursuit le sénateur-maire de Fréjus, comme nous l'avons fait dans l'entre deux tours avec Debout la France ». « *L'alliance patriote et républicaine* », si la formule avancée par Marine Le Pen dimanche soir devait être retenue, pour cette nouvelle formation politique « *doit en finir avec la caricature de*

notre projet, par nos adversaires notamment, qui est un vrai problème... », ajoute David Rachline. Dont acte. Mais plus encore, cette nouvelle formation politique devra surtout rompre avec l'héritage familial: celui d'un parti fasciste, xénophobe, antisémite dont la majorité des Français ne veulent pas. En substance: il faut à Marine Le Pen « *tuer le père* ». Et là, ce n'est pas simple.

Quelle stratégie aux législatives?

Parce que justement, le parti est tiraillé entre deux courants. Le premier, celui du vice-président Florian Philippot, qui préfère « *taper sur les gens de droite que de s'adresser à eux* », dit-on dans les rangs frontistes. Le deuxième est plus conservateur de la « *tradition familiale* », incarné par Marion Maréchal-Le Pen. Changer de nom sera-t-il suffisant pour dépasser le clivage? « *Marine sera toujours la fille de...* », résume cet autre frontiste. En tout cas, elle devrait

prendre la tête de cette formation politique élargie, « *elle sera le chef de l'opposition* », ajoute même David Rachline, pour qui il est impensable « *que les Républicains puissent se situer dans l'opposition dans la mesure où ils ont tous appelé à voter Macron* ». Cette refondation du parti sera sans doute difficile à mettre en place d'ici le premier tour des législatives. D'abord, parce qu'il ne reste que quatre semaines. Et un changement de nom ne pourrait être entériné que par un congrès. Ensuite, parce que la plupart des investitures ont été données aux candidats du Front national. Candidats qui ont déjà engagé des frais et font campagne. S'appuyer sur des alliances devient, dès lors, quasi impossible. D'autant qu'écarter l'un au profit d'un autre peut être lourd de conséquences. Un risque à éviter certainement pour le parti de Marine Le Pen, quel que soit son nom.

K. M.

kmichel@nicematin.fr